



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service de l'Environnement/Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques
Affaire suivie par : Franck STRUZYK
03.21.22.99.19
franck.struzyk@pas-de-calais.gouv.fr

ARRAS, le 19 SEP. 2023

Réf : \\ddtm62-v1-file\SER\02-Communes\Bihucourt-62131\souterrain\EARL TURPIN\Création\Courrier final.odt

Monsieur,

Vous avez déposé, le 06 juillet 2023, un dossier de déclaration concernant la réalisation de trois sondages de recherche d'eau sur le territoire des communes de BIHUCOURT et GOMIECOURT, en vue de créer un forage unique pour l'irrigation de vos cultures. Ce dossier a fait l'objet d'un récépissé de déclaration le 20 juillet 2023 (récépissé n° : AIOT 0100026182).

Je vous informe qu'à l'issue de l'instruction, votre dossier ne fait pas l'objet d'une opposition. En conséquence, vous êtes autorisé au titre de la loi sur l'Eau à démarrer votre opération à **partir du 07 septembre 2023**, date mentionnée dans le récépissé de déclaration du 20 juillet 2023.

Je tiens à vous rappeler que le récépissé délivré au titre de la loi sur l'eau ne vous dispense pas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Des copies de ces éléments sont adressées dès à présent à la mairie des communes de BIHUCOURT et de GOMIECOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de la SENSEE pour information.

A noter que le récépissé ne vous autorise pas à procéder à la mise en œuvre de l'arrosage mais uniquement à effectuer le sondage (recherche d'eau). Le prélèvement devra faire l'objet d'un nouveau dossier au titre de la rubrique 1.1.2.0 « Prélèvements issus d'un forage », accompagné du compte rendu de fin de travaux et du numéro BSS affecté à votre installation par le BRGM (demande à réaliser auprès du BRGM Hauts-de-France - Site de Lille (direction régionale) - Arterparc Bâtiment A, 2 rue des Peupliers - 59810 LESQUIN - tél : 03.20.19.15.40).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Le Chef du Service de l'Environnement

Oliver MAURY

Copie transmise pour information à la chambre agriculture (NT)

EARL TURPIN
35 rue de Bihucourt
62121 GOMIECOURT

100, avenue Winston Churchill
CS 10007 62020 ARRAS
Tél : 03 21 21 99 99



www.pas-de-calais.gouv.fr



@prefetpasdecalais



@prefet62



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des
territoires et de la mer**

Service de l'Environnement
Police de l'Eau et des Risques Littoraux

Arras, le **20** JUIL. 2023

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION
CONCERNANT LA REALISATION DE SONDAGES DE RECHERCHE D'EAU
POUR LA CREATION D'UN FORAGE
sur le territoire de la commune de BIHUCOURT et GOMIECOURT

EARL TURPIN

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE
MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE DES TRAVAUX.

Vu le Code de l'Environnement et notamment son Livre II de la partie Législative et son Livre II
Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du
Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Édouard GAYET,
ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à
compter du 15 juin 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-60-90 du 10 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur
Édouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la MER du Pas-de-Calais ;

Vu la décision du 13 juin 2023 accordant subdélégation de signature à Monsieur Olivier MAURY,
Chef du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du
Pas-de-Calais et à ses adjoints ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

Vu le schéma d'aménagement et des gestions des eaux (SAGE) de la Sensée ;

Vu la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement reçue le 6 juillet 2023, présentée par l'EARL TURPIN enregistrée sous le n° AIOT 0100026182 et relative à la réalisation de sondages de recherche d'eau pour la création d'un forage sur la commune de BIHUCOURT et GOMIECOURT ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

**EARL TURPIN
35 Rue de Bihucourt
62121 GOMIECOURT**

concernant la réalisation de sondages de recherche d'eau sur la commune de BIHUCOURT, parcelle cadastrée ZA 4 et sur la commune de GOMIECOURT, sur les parcelles cadastrées ZC 56 et ZB 42, en vue de créer un unique forage pour l'irrigation de ses cultures.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/03

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 7 septembre 2023, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service en charge de la police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copie de la déclaration et du présent récépissé seront adressées à la mairie des communes de BIHUCOURT et GOMIECOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de la Sensée pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de BIHUCOURT et GOMIECOURT ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-2 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer
l'Adjointe au Chef du Service
de l'Environnement


Delphine CHEVALIER

Pièces jointes :
plan de situation
prescriptions générales du 11/09/2033 relatives à la création de forage

Conformément au règlement général de la protection des données du 27 avril 2013, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et déposer une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.
Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires et de la mer

EARL TURPIN

BIHUCOURT et GOMIECOURT

Plan situation



